

DEPARTEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DE LA

Charente-Inférieure

Commune de NOYAN

ARRONDISSEMENT

de ROCHEFOUR

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

CANTON

de NOYAN

Séance du 23 JUILLET 1947 193

OBJET :

SECURITE SOCIALE
(cotisations des
titulaires)

47063

NOMBRE

de Conseillers municipaux
ayant pris part au vote :

20

DATE

de l'affichage, à la porte
de la mairie, du compte
rendu de la séance :

L'an mil neuf cent quatre-vingt-sept le neuf du mois de juillet
le Conseil Municipal de NOYAN s'est assemblée
au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. NIEN
en session ordinaire d'après convocations faites le 4 Juillet 193
extraordinaire

Etaient présents : MM.

M. NIEN Charles, Vassière, Desbordes
Julien, M. Parizot, Mlle Mikosky, M. Pérardou, Bau-
det, Soulerne, Chazeaud, Bouchat, Dombey, Leclerc, Gange-
rot, Prugnaud, Thouau, Senelier, Grissac, Hubert, Challet

Absents : MM.

Dasseux, Couzinet, Gouin, Ollivier, Simon
Savignac.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été
conformément à l'article 53 de la loi du 5 avril 1884, procédé immédiatement à l'élec-
tion d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Couge ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

M. le Président a ouvert la séance et a

répondu à la délibération du 25 avril concernant l'installation
des employés communaux titulaires aux fonctionnaires de l'Etat
en ce qui concerne le taux de leur traitement.

Afin d'éviter d'avoir à se réunir sur
les salaires quand réponse nous sera donnée et qu'il faudra payer
l'arrière, le Maire propose au Conseil de prendre vis à vis de
personnel titulaire, une mesure que l'Etat vient de prendre
vis à vis de ~~ses fonctionnaires~~ ses fonctionnaires : c'est
à compter du mois de juillet un précompte de caractère prévi-
sionnel. Il en fixe le taux à 20% du salaire : 1,50 pour le
mois en cours, 1,50 pour l'arrière du 1er semestre. En fin
d'année, et suivant la décision prise par l'Administration
de tutelle, il sera procédé à un règlement définitif des cotisa-
tions.

23 JUIL 1947

La Rochelle, le

Pour le PRÉFET

Le Chef de Division Délégué



24
13
2

Modèle 78

